



AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

RENFORCER LA COORDINATION ENTRE LA SÉCURITÉ ET LA JUSTICE POUR LUTTER CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE

PROGRAMME D'ÉTUDES VIRTUEL NOTE D'INFORMATION

QUOI : Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique organisera un programme de quatre semaines sur les implications stratégiques de la coordination entre les acteurs de la défense, de l'application des lois et de la justice au sein du secteur de la sécurité pour lutter contre la criminalité transnationale organisée (CTO). Ce programme universitaire virtuel encouragera les praticiens à considérer la valeur stratégique de la coordination de la sécurité et de la justice du point de vue multidimensionnel de la communauté économique régionale, au niveau national entre les différentes agences de l'Etat, au niveau du citoyen et de la communauté dans des contextes conflictuels et pacifiques, ainsi qu'à travers une conception sensible au genre, aux jeunes et aux groupes politiquement marginalisés touchés par la CTO.

Le programme :

1. Examinera l'éventail des initiatives en cours dans le Centre, le Nord, l'Est/la Corne de l'Afrique pour renforcer la coordination des secteurs de la sécurité et de la justice dans la lutte contre diverses formes de la CTO.
2. Évaluera dans quelle mesure les efforts de coordination actuels s'intègrent dans les stratégies et approches régionales, nationales et locales de lutte contre la CTO, à la fois en théorie et en pratique.
3. Comparera les expériences de coordination militaire, policière et judiciaire en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales, dans des contextes conflictuels et pacifiques.

OÙ : En ligne, via Zoom pour le gouvernement

QUAND : 19 et 20 octobre 2021, 12h00-13h30 GMT
26 et 27 octobre 2021, 12h00-13h30 GMT
2 et 3 novembre 2021, 12h00-13h30 GMT
9 et 10 novembre 2021, 12h00-13h30 GMT

QUI : Les pays suivants sont invités à soumettre des candidatures : Algérie, République centrafricaine, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Gabon, Kenya, Libye, Mauritanie, Maroc, République du Congo, Rwanda, Somalie, Soudan, Tanzanie et Tunisie. Des invitations supplémentaires seront adressées aux organisations régionales et internationales, aux représentants du gouvernement américain et à d'autres personnes.

Pour chaque pays invité au séminaire, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique sollicite les candidatures de quatre (4) ou cinq (5) officiels, dont au moins une femme. Les personnes nommées doivent inclure des responsables militaires, des forces de l'ordre, du renseignement, de la défense civile ou du secteur de la justice. Bien que cela ne soit pas obligatoire, idéalement, les participants occuperaient des postes de responsabilité pour la politique de sécurité et de justice, le partage d'informations interagences et/ou la coordination des réponses du secteur de la sécurité ou de la justice à une ou plusieurs formes de la CTO. Les responsables du secteur de la sécurité peuvent inclure des chefs ou des membres d'unités militaires, de police ou de gendarmerie impliqués dans la lutte contre la traite et la contrebande et/ou la coordination interagences ; police judiciaire travaillant sur les questions de la CTO ; civils travaillant sur la politique de sécurité dans les bureaux de l'exécutif, etc. Les responsables du secteur de la justice peuvent inclure des procureurs, des juges/magistrats, des inspecteurs judiciaires, etc. Ces acteurs peuvent travailler au sein de la police judiciaire spéciale répondant aux crimes organisés transnationaux, dans les tribunaux qui traitent les affaires de la CTO, dans les commissions anti-corruption ou autres organismes liés à la CTO.

POURQUOI : Le démantèlement des réseaux de la CTO nécessite souvent des actions conjointes de la part des militaires, des forces de l'ordre et des responsables de la justice, de concert avec les communautés locales, les stratèges de la sécurité nationale et les organismes régionaux. Certains acteurs africains de l'armée, de l'application de la loi et de la justice se coordonnent déjà sur certains efforts de lutte contre la CTO. Pourtant, il existe peu d'apprentissage comparatif sur l'éventail des efforts de coordination en cours, ainsi que sur leurs forces et leurs faiblesses en matière de lutte contre la CTO au niveau de la communauté économique régionale, au niveau national entre les agences, au niveau des citoyens et de la communauté. Ce programme universitaire virtuel encouragera les praticiens à considérer la valeur stratégique de la coordination de la sécurité et de la justice à ces trois niveaux, ainsi qu'à travers une lentille sensible au genre, aux jeunes et aux groupes politiquement marginalisés. En examinant comment la sécurité et la justice interdépendantes fonctionnent dans la lutte contre la CTO, les participants peuvent mieux mettre en synergie leurs efforts pour démanteler les réseaux de la CTO avec efficacité, grâce à l'état de droit et avec des approches d'économie politique qui abordent les facteurs de sécurité, de développement et de gouvernance qui favorisent la CTO.

COMMENT : Cet événement virtuel comprendra des conversations plénières en direct ainsi que des groupes de discussion hebdomadaires. Il y aura une séance plénière de 90 minutes et un groupe de discussion de 90 minutes par semaine. Les conversations

modérées des sessions plénières seront publiées sur le site web du CESA et sur sa chaîne YouTube. Les groupes de discussion, ainsi que les séances plénières de questions-réponses seront soumis à une politique stricte de non-attribution. Le séminaire virtuel se déroulera en anglais et en français